



Bayrou: "Il faut un choc"

Par [Éric Mandonnet](#) et [Benjamin Sportouch](#), publié le 16/08/2011 à 19:10

Le président du MoDem publie *2012 Etat d'urgence*, premier acte du candidat centriste à la présidentielle. L'appel à la mobilisation est justifié par deux priorités: la production nationale et l'éducation. Face à la crise financière, il milite pour la "règle d'or", qui inscrirait dans la Constitution l'interdiction des déficits.

En 2006, à dix mois de la présidentielle, un homme politique avait profité de la trêve estivale pour publier un livre. Le candidat Nicolas Sarkozy de 2007 est-il source d'inspiration pour vous?

En 2007, Nicolas Sarkozy plaidait la rupture pour, en fait, conserver la majorité sortante. Aujourd'hui, la situation est si grave, économiquement, financièrement, socialement, moralement, qu'on ne peut plus ruser: il s'agit d'aller droit aux causes des problèmes du pays, et de changer le jeu politique qui nous empêche de corriger ces dérives. C'est pour cela que l'élection présidentielle sera cruciale. Elle doit permettre de sortir du brouillard et du découragement. Il me paraissait important de publier ce livre avant la rentrée et les péripéties qui l'accompagneront.

La crise des marchés est-elle reliée à l'"état d'urgence"?

Evidemment, oui. La cause de ce tsunami est dans l'abus de dettes publiques dont j'avais fait le thème de ma campagne de 2007. On voit aujourd'hui la gravité de ce laxisme, chez nous en France, dans l'Europe du Sud, comme aux Etats-Unis. Endettés comme nous le sommes, nous ne pouvons traverser la tempête que si les taux d'intérêt restent très bas. S'ils explosent, nous explosons avec eux. Mais la vraie question aujourd'hui est bien celle-ci: pourquoi sommes-nous contraints d'emprunter toujours plus? C'est le sujet de mon livre.

En quoi la campagne présidentielle doit-elle permettre de sortir de l'"état d'urgence" ?

Elle doit permettre d'y voir enfin clair. Pour moi, il y a deux grands sujets d'urgence nationale, deux questions de vie ou de chute du pays. Le premier, c'est produire en France. Et le deuxième, c'est l'éducation en France. Si vous y réfléchissez, tous les problèmes de notre pays sont reliés à ces deux échecs. Le déficit et la dette sont cataclysmiques, le chômage l'est aussi, mais c'est parce que, dans un nombre impressionnant de secteurs, nous ne produisons plus. Les chiffres du commerce extérieur le montrent. En 2003, nous étions à l'équilibre. En huit ans, nous avons dégingolés jusqu'à un déficit annuel de l'ordre de 75 milliards: 75 000 millions d'euros de ressources qui s'en vont! Comment un pays qui subit une telle hémorragie peut-il soutenir le pouvoir d'achat des familles, ou son modèle social ou ses services publics? C'est pour retarder l'heure de vérité que nous empruntons sans fin ni trêve. Notre situation en matière d'éducation est aussi inquiétante. La France se retrouve au vingt-troisième rang des pays développés pour la compréhension de l'écrit et le calcul. C'est cela que j'appelle "état d'urgence".

En quoi auriez-vous des solutions auxquelles les autres n'auraient pas pensé?

Production, éducation: aucune des deux majorités classiques ne peut soutenir la politique nécessaire pour répondre à ces deux impératifs absolus. Chacune d'entre elles est divisée, la gauche de la gauche et la droite de la droite mettent la pression et empêchent de voir les choses en face. Il faut donc une majorité large, une majorité de rassemblement capable de prendre les décisions qui s'imposent. La majorité de gauche est pour une large part en rupture avec l'entreprise, la majorité de droite en rupture avec l'école. L'une a trop sacrifié à l'injustice. L'autre multiplie les promesses irréalisables, création de centaines de milliers d'emplois publics, retour à la retraite à 60 ans, augmentation des allocations et des budgets. Il n'y a qu'une seule majorité possible si on veut trouver des solutions: une majorité large du centre gauche au centre droit. En France, il faut un choc.

Il n'y a qu'une seule majorité possible si on veut trouver des solutions: une majorité large du centre gauche au centre droit. En France, il faut un choc.

Pour que la France produise davantage, êtes-vous favorable au concept de démondialisation?

La [démondialisation](#) est un leurre mortel, qui ruinerait notre pays. Et le fait qu'on l'invoque à la

droite de la droite et à la gauche de la gauche est un signe de la division et de la fragilité des deux camps. En France, un salarié sur quatre travaille d'une manière ou d'une autre pour l'exportation. Qui prendrait le risque, en fermant les frontières, d'affaiblir nos secteurs de pointe, ceux qui sont exportateurs, la pharmacie ou l'aéronautique, la construction d'Airbus ou d'hélicoptères? En revanche, nous devons imposer la mondialisation loyale. L'utilisation par la Chine d'une monnaie sous-évaluée est un attentat contre la loyauté de la concurrence.

Que faire, alors, pour muscler la production française?

En 2004, l'Allemagne était aussi mal que nous le sommes aujourd'hui. En cinq ans seulement, ce pays, avec la même monnaie que la nôtre, avec les mêmes salaires, a relevé tous les défis. Les Allemands ont accepté la mondialisation, assoupli le marché du travail, puissamment incité à l'emploi, certes avec une période de modération salariale, mais les salaires allemands sont toujours supérieurs aux salaires français. L'Agenda 2010, le plan du chancelier social-démocrate Schröder, a été combattu par la gauche de la gauche. Il a été réalisé par Angela Merkel grâce à une majorité centrale, centre gauche-centre droit, la grande coalition CDU-SPD. Aujourd'hui, c'est un pays en excédent qui gagne sur tous les marchés, et le chômage y a disparu.

Vous parlez d'"Agenda 2020"?

Il faut viser les mêmes résultats. D'abord par le soutien à l'entreprise, aux PME, en transformant la fiscalité et la répartition des charges sociales. Ce sont les conditions de la reconquête des secteurs de production que nous avons désertés. L'Allemagne n'a abandonné aucun des secteurs de grande consommation, ni l'équipement de la maison, ni même le textile. Notre devoir est, pareillement, d'organiser la reconquête. Nous avons une chance: ces produits, dans les années qui viennent, vont exiger, notamment dans le haut de gamme qui sera notre premier enjeu, l'utilisation de technologies nouvelles. Le second impératif est de travailler sur l'image de marque de la France. Les Allemands gagnent grâce à leur image de marque. Pour vendre leurs voitures, ils en sont même à utiliser la langue allemande comme seul argument publicitaire: "Das Auto." Pour tout le monde, allemand, ça veut dire sérieux, robuste, fiable. Rien ne peut nous empêcher de donner à la France la même réputation de sérieux, en y ajoutant créativité et innovation, nos atouts.

Dans ce que vous proposez, qu'est-ce qui relèverait du pouvoir politique?

L'impulsion, l'incitation, la coordination, le soutien à l'investissement, la souplesse et la sécurité dans le droit du travail ou dans le droit fiscal. Nous avons des atouts remarquables, des chercheurs et une forte démographie. Nos grandes entreprises maîtrisent à la fois les technologies, les processus de production, les réseaux de commercialisation. Quelques-uns des réseaux de grande distribution les plus puissants au monde sont français. Cela devrait entraîner nos produits. Mais rien ne se fera tout seul. Cela dépend d'une prise de conscience nationale, d'une puissante inspiration politique.

Vous réclamez un assouplissement du marché du travail. Cela passe-t-il par une abrogation de la loi sur les trente-cinq heures?

J'ai combattu la loi sur les trente-cinq heures. Je la combattrais encore si c'était à refaire. Elle a semé un désordre inouï et coûteux, par exemple à l'hôpital. Le comble est qu'à l'époque personne ne la demandait. Et elle a coûté des dizaines et des dizaines de milliards. Il est vrai qu'au bout de dix ans elle est entrée dans les mœurs. Les entreprises se sont adaptées, inventant leurs propres souplesses. Peut-on la remettre en cause sans déstabiliser? En tout cas, je pense qu'il faudra des souplesses nouvelles, par exemple un nouveau contrat de travail. Là sera la responsabilité des partenaires sociaux.

J'ai combattu la loi sur les trente-cinq heures. Je la combattrais encore si c'était à refaire.

Votre autre priorité, c'est l'éducation. La France a-t-elle encore des marges de manoeuvre financières?

Je suis pour la sanctuarisation des moyens de l'éducation en échange d'un contrat de résultats. L'un compte autant que l'autre. Ce sera un effort exceptionnel de maintenir ces moyens dans le long terme, mais c'est indispensable. Nous ne pouvons pas accepter de dégringoler sans cesse parmi les pays développés. Et nous ne pouvons pas accepter que 20 % de nos enfants soient en perte de vue. Comment y parvenir? Par un immense effort de repérage des classes qui réussissent, et la transmission de leurs méthodes. Un transfert de pédagogie comme il y a des transferts de technologie. Si vous prenez les 5% d'enseignants qui réussissent le mieux, dans tous les milieux, même les plus difficiles, je vous garantis que leurs résultats valent ceux de la Suède ou du Danemark. Il faut se servir de leur réussite pour la généraliser.

L'austérité s'imposera-t-elle au président, quel qu'il soit?

Je ne sais pas s'il faut appeler cela de l'austérité, de la rigueur ou du sérieux. Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons continuer de la sorte - ou la France devra bientôt frapper à la porte du FMI! Il faudra rééquilibrer: réduire les dépenses, les interventions de l'Etat, et récupérer en même temps 20 milliards d'euros sur les niches fiscales, augmenter la TVA de deux points, et en même temps la contribution des tranches les plus aisées. Et cela en donnant des perspectives de reconquête, d'avancées, en montrant l'horizon positif vers lequel nous irons.

La TVA n'est-elle pas un impôt injuste, qui touche, de la même manière, les plus fragiles et les plus aisés?

C'est un impôt imparfait, mais sûr. En Allemagne, il y a eu une hausse de trois points de la

TVA. La société allemande l'a bien supportée.

Le pouvoir a-t-il conduit Nicolas Sarkozy à se rapprocher des exigences de la vérité - par exemple en matière économique?

Il semble davantage dans la réalité. Il a été contraint de renoncer à l'injuste bouclier fiscal. Il ne prétend plus que la croissance se gagne avec les dents. Mais les messages sont lénifiants: "On sort du tunnel!" En vérité, nous n'avons corrigé aucune de nos faiblesses majeures et le bout du tunnel n'est pas en vue.

Le 24 août, Nicolas Sarkozy doit prendre des "décisions définitives" pour réduire les déficits. Que feriez-vous pour que la France conserve sa note AAA?

Je commencerais par mettre le monde politique français devant ses responsabilités en réunissant le Congrès pour faire voter la "règle d'or". Je me bats depuis des années pour que les déficits de fonctionnement soient interdits par la Constitution, du moins en période de croissance. Le texte que le gouvernement a fait adopter est loin d'être aussi clair. Mais, en cette période troublée, du moins est-ce un signal.

Et pour les mesures fiscales?

J'instaurerais une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu à 50 % pour les revenus élevés, et je diminuerais les avantages dits "de niches" en sauvegardant ceux qui défendent l'emploi.

Donc, pour vous, les socialistes devraient voter la "règle d'or"?

Oui. Le temps n'est plus à la tactique. Je comprends que les élus socialistes protestent quand ils se voient donner des leçons de morale budgétaire par le gouvernement qui a battu tous les records d'augmentation des déficits. C'est agaçant. Au-delà des agacements compréhensibles, nous avons à assumer une responsabilité collective : montrer que la France choisit la voie du sérieux et que toutes les grandes forces politiques participent à ce choix.

Nicolas Sarkozy est-il un meilleur président en 2011 qu'au moment où vous avez publié *Abus de pouvoir*, en 2009 ? Le qualifieriez-vous toujours d'"égocratique"?

Il a évolué dans son style, c'est juste de le dire. Il est moins choquant. Mais dans l'exercice du pouvoir, ses fondamentaux n'ont pas changé. Il se vit toujours comme représentant d'un parti, d'un camp et il croit que toute décision doit venir de l'Elysée. Or c'est une idée anachronique. Le pouvoir doit entraîner et rassembler. Il doit tenir compte de toutes les sensibilités, assurer la loyauté des institutions, donner un cap et garantir au pays qu'on lui dit la vérité.

Sarkozy a évolué dans son style, c'est juste de le dire. Il est moins choquant.

S'est-il montré à la hauteur de la crise?

Avec énergie, il a fait ce qu'il fallait dans la crise financière de 2008. Mais face à l'actuelle crise de l'euro, il n'a pas su imposer une solution de long terme. Il a participé aux cafouillages. Mais, bien sûr, sa mission n'était pas facile, pas plus qu'elle ne l'est face au krach boursier.

En quoi vous-même avez-vous progressé depuis 2007?

Les épreuves ont du bon. Je suis sans doute moins colérique, moins en bataille perpétuelle. J'ai pris de la distance. Je vois davantage l'essentiel. Cependant, sur mes valeurs, mes convictions, la volonté de ne pas accepter l'inacceptable, je n'ai pas changé.

L'état d'urgence implique-t-il une forme spécifique de gouvernance? N'exige-t-il pas une majorité solide et cohérente, qui a l'habitude de travailler ensemble?

L'important, c'est le choc d'opinion qui impose une majorité nouvelle. La nécessité de cette majorité nouvelle est inscrite dans la gravité de la crise que nous traversons. Je vous le dis avec certitude: les événements sont tels que, de gré ou de force, tôt ou tard, j'espère assez tôt pour redresser le pays, cette solution s'imposera !

Pouvez-vous gagner la présidentielle en étant à ce point isolé?

Poser à quelqu'un la question "Pouvez-vous gagner l'élection présidentielle ?" c'est reconnaître qu'il n'est pas isolé. En tout cas pas chez les Français. Il peut l'être, de manière transitoire, dans le monde des notables : de Gaulle lui-même avait vu tous ses députés passer du côté du pouvoir. Pourtant, c'est lui qui voyait juste. Pour ma part, j'ai eu la chance d'être toujours entouré de femmes et d'hommes de qualité, solides et expérimentés, élus locaux, nationaux et européens.

Si vous n'êtes pas au second tour, vous avez dit que vous choisiriez, alors qu'en 2007 vous ne l'avez pas fait...

Si vraiment nous sommes dans un pays en "état d'urgence", et s'il faut une majorité nouvelle, alors vous devez comprendre que c'est le premier tour qui compte.

N'est-il pas méprisant de considérer que Jean-Louis Borloo n'a pas sa place dans l'élection de 2012?

Dans une telle élection, l'enjeu est autrement plus lourd que les fâcheries internes à la majorité.

La France a-t-elle, au fond, glissé à droite?

Il y a comme dans d'autres pays européens un besoin d'ordre, de reconnaissance de l'effort.

Ce sont souvent des valeurs de droite. Mais il y a un immense besoin de justice. Il faut concilier ces deux attentes. Et c'est tout le rôle d'un centre authentique.